

ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

Commission de l'équipement,
de l'urbanisme, de l'énergie et des
transports terrestres et maritimes

N° 87-2015

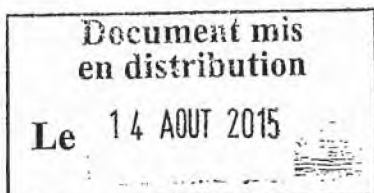
Papeete, le 14 août 2015

RAPPORT

relatif à un projet de délibération relative à la prise
en compte d'exigences économiques, sociales et
environnementales dans les marchés publics,

présenté au nom de la commission de
l'équipement, de l'urbanisme, de l'énergie et des
transports terrestres et maritimes,

par Monsieur et Madame les représentants Joseph
AH-SCHA et Dylma ARO



Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 4668/PR du 6 août 2015, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération relative à la prise en compte d'exigences économiques, sociales et environnementales dans les marchés publics.

Dans le cadre de la relance économique initiée en 2013, le gouvernement de la Polynésie française a mis l'accent sur la commande publique. Afin que ces mesures aient un impact plus important et concret sur l'emploi, le code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics doit offrir à la collectivité la possibilité de prévoir des moyens d'action dans le domaine de l'insertion professionnelle. En effet, la commande publique peut constituer un levier majeur de politique en matière d'emploi. Pour booster l'emploi, il est souhaitable que les marchés publics participent plus activement à l'insertion sociale et économique en Polynésie française.

L'article 6 de la Charte de l'environnement de 2004¹ dispose que « *Les politiques publiques doivent promouvoir un développement durable. À cet effet, elles concilient la protection et la mise en valeur de l'environnement, le développement économique et le progrès social.* ». La Charte fait de la prise en compte du développement durable un objectif à valeur constitutionnelle.

Ainsi, en métropole, l'article 5 du Code des marchés publics (CMP) impose de prendre en compte, dans la définition des besoins, les objectifs de développement durable conciliant le développement écologiquement soutenable, l'efficacité économique et l'équité sociale. Le CMP métropolitain décline ainsi, pour chaque achat, l'impératif de promouvoir le développement durable dans les politiques publiques.

L'article 1^{er} du présent projet de délibération a pour objet de préciser que la Polynésie française et ses établissements partagent ces objectifs de développement durable lorsqu'ils définissent leur besoin en matière de marchés publics.

¹ Pour mémoire, la Charte de l'environnement de 2004 a été intégrée dans le bloc de constitutionnalité par la loi constitutionnelle no 2005-205 du 1^{er} mars 2005

Afin d'y parvenir la réglementation métropolitaine a mis en place deux dispositifs permettant d'intégrer les considérations d'ordre social et environnemental dans les marchés publics. En Polynésie française, aucun texte ne prévoit expressément actuellement ces possibilités (*à l'exception de la possibilité de recourir au critère environnemental prévue à l'article 25²*), ce à quoi le présent projet de délibération vise à y remédier.

Il est donc proposé, à l'instar du CMP métropolitain, d'instaurer deux mécanismes : les clauses sociales et environnementales et le critère social.

Avec les clauses sociales et environnementales, la personne publique peut imposer à son cocontractant de suivre un comportement déterminé, par exemple par l'obligation d'embaucher un certain pourcentage de personnes sans emploi lors de l'exécution du contrat (*article 2 du projet de délibération*). Tandis qu'avec le critère social, elle peut fixer comme critère d'attribution les caractéristiques sociales de l'offre (*article 3 du projet de délibération*).

Les clauses sociales permettent d'imposer aux entreprises soumissionnaires de s'engager à consacrer une part du marché, notamment sous forme d'heures de travail, à la réalisation d'une action d'insertion professionnelle. Les offres des candidats ne s'engageant pas à remplir cette obligation seront rejetées comme étant irrégulières.

Le principe d'égalité doit s'appliquer à l'égard des candidats potentiels. La formulation de la clause sociale ne devra pas mettre une entreprise dans l'impossibilité de la remplir. Il conviendra que le titulaire du marché conserve la liberté de remplir cet objectif d'insertion par divers moyens adaptés : embauche directe, sous-traitance ou co-traitance (*avec une entreprise d'intérim par exemple*)...

Quant au critère social, il permet de valoriser le comportement de l'entreprise en intégrant les performances en matière d'insertion professionnelle au niveau de l'attribution du marché.

La Polynésie française et ses établissements publics pourront ainsi prévoir d'apprécier les offres au regard du critère d'insertion professionnelle, dès lors que ce critère n'est pas discriminatoire et qu'il lui permet de juger objectivement les offres et soutenir la reprise de l'emploi dans le cadre de la commande publique.

*
* *

Tel est l'objet du projet de délibération ci-joint que les rapporteurs proposent à leurs collègues de l'assemblée de la Polynésie française, au nom de la commission de l'équipement, de l'urbanisme, de l'énergie et des transports terrestres et maritimes, d'adopter.

LES RAPPORTEURS

Joseph AH-SCHA

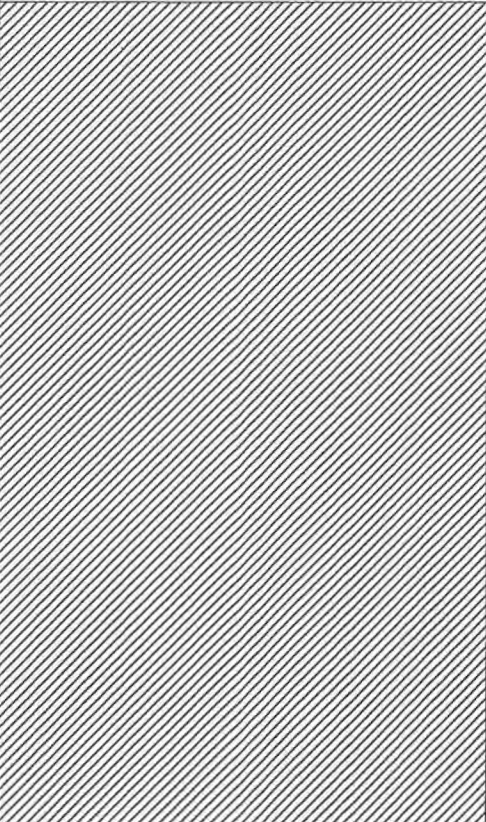
Dylma ARO

² Cf. tableau comparatif joint au présent rapport

**Projet de délibération relative à la prise en compte d'exigences économiques, sociales
et environnementales dans les marchés publics**

(lettre n° 4668/PR du 6-8-2015)

TABLEAU COMPARATIF

Code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics en vigueur	Modifications proposées	Code des marchés publics métropolitain en vigueur
<p>Article 11. - Les prestations qui font l'objet des marchés doivent répondre exclusivement à la nature et à l'étendue des besoins à satisfaire. La personne publique intéressée est tenue de déterminer aussi exactement que possible les spécifications et la consistance de ces prestations avant tout appel à la concurrence ou toute négociation.</p>	<p>Article 11. - Les prestations qui font l'objet des marchés doivent répondre exclusivement à la nature et à l'étendue des besoins à satisfaire <i>en prenant en compte des objectifs de développement durable dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale.</i> La personne publique intéressée est tenue de déterminer aussi exactement que possible les spécifications et la consistance de ces prestations avant tout appel à la concurrence ou toute négociation.</p>	<p>Article 5. - I. - La nature et l'étendue des besoins à satisfaire sont déterminées avec précision avant tout appel à la concurrence ou toute négociation non précédée d'un appel à la concurrence en prenant en compte des objectifs de développement durable. Le ou les marchés ou accords-cadres conclus par le pouvoir adjudicateur ont pour objet exclusif de répondre à ces besoins.</p> <p>II. - Le pouvoir adjudicateur détermine le niveau auquel les besoins sont évalués. Ce choix ne doit pas avoir pour effet de soustraire des marchés aux règles qui leur sont normalement applicables en vertu du présent code.</p>
	<p>SECTION VI- CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES</p> <p>Article 17 ter. – <i>Les conditions d'exécution d'un marché peuvent comporter des éléments à caractère social ou environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.</i></p> <p><i>Ces conditions d'exécution ne peuvent pas avoir d'effet discriminatoire à l'égard des candidats potentiels. Elles sont indiquées dans l'avis d'appel d'offres ou dans le règlement de la consultation.</i></p>	<p>Article 14. - Les conditions d'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre peuvent comporter des éléments à caractère social ou environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.</p> <p>Ces conditions d'exécution ne peuvent pas avoir d'effet discriminatoire à l'égard des candidats potentiels. Elles sont indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence ou dans les documents de la consultation.</p>

Code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics en vigueur	Modifications proposées	Code des marchés publics métropolitain en vigueur
<p>Article 25. - I - Il ne peut y avoir de négociation avec les candidats. Il est seulement possible de demander aux candidats de préciser ou de compléter la teneur de leur offre.</p> <p>Il - Pour attribuer le marché au candidat qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, l'autorité compétente se fonde :</p> <p>1° soit sur une pluralité de critères non discriminatoires et liés à l'objet du marché, notamment la qualité, le prix, la valeur technique, le caractère esthétique et fonctionnel, les performances en matière de protection de l'environnement, le coût global d'utilisation, les coûts tout au long du cycle de vie, la rentabilité, le caractère innovant, le service après-vente et l'assistance technique, la date de livraison, le délai de livraison ou d'exécution, la sécurité d'approvisionnement.</p> <p>D'autres critères peuvent être pris en compte s'ils sont justifiés par l'objet du marché.</p> <p>2° soit, compte tenu de l'objet du marché, sur un seul critère, qui est celui du prix.</p>	<p>Article 25. - I - Il ne peut y avoir de négociation avec les candidats. Il est seulement possible de demander aux candidats de préciser ou de compléter la teneur de leur offre.</p> <p>Il - Pour attribuer le marché au candidat qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, l'autorité compétente se fonde :</p> <p>1° soit sur une pluralité de critères non discriminatoires et liés à l'objet du marché, notamment la qualité, le prix, la valeur technique, le caractère esthétique et fonctionnel, les performances en matière d'insertion professionnelle, les performances en matière de protection de l'environnement, le coût global d'utilisation, les coûts tout au long du cycle de vie, la rentabilité, le caractère innovant, le service après-vente et l'assistance technique, la date de livraison, le délai de livraison ou d'exécution, la sécurité d'approvisionnement.</p> <p>D'autres critères peuvent être pris en compte s'ils sont justifiés par l'objet du marché.</p> <p>2° soit, compte tenu de l'objet du marché, sur un seul critère, qui est celui du prix.</p>	<p>Article 53. - I.- Pour attribuer le marché au candidat qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, le pouvoir adjudicateur se fonde :</p> <p>1° Soit sur une pluralité de critères non discriminatoires et liés à l'objet du marché, notamment la qualité, le prix, la valeur technique, le caractère esthétique et fonctionnel, les performances en matière de protection de l'environnement, les performances en matière de développement des approvisionnements directs de produits de l'agriculture, les performances en matière d'insertion professionnelle des publics en difficulté, le coût global d'utilisation, les coûts tout au long du cycle de vie, la rentabilité, le caractère innovant, le service après-vente et l'assistance technique, la date de livraison, le délai de livraison ou d'exécution, la sécurité d'approvisionnement, l'interopérabilité et les caractéristiques opérationnelles. D'autres critères peuvent être pris en compte s'ils sont justifiés par l'objet du marché ;</p> <p>2° Soit, compte tenu de l'objet du marché, sur un seul critère, qui est celui du prix.</p>

**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

NOR : DEQ1501280DL

DÉLIBÉRATION N° 2015-53/APF

DU 25 AOÛT 2015

relative à la prise en compte d'exigences économiques,
sociales et environnementales dans les marchés publics

L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 84-20 du 1^{er} mars 1984 modifiée portant code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu le Code du travail de la Polynésie française ;

Vu le Code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1083 CM du 6 août 2015 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 2344/2015/APF/SG du 7 août 2015 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 87-2015 du 14 août 2015 de la commission de l'équipement, de l'urbanisme, de l'énergie et des transports terrestres et maritimes ;

Dans sa séance du 25 août 2015 ;

ADOPTÉ :

Article 1^{er}.- Dans l'article 11 de la délibération n° 84-20 du 1^{er} mars 1984 susvisée, les mots « *en prenant en compte des objectifs de développement durable dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale* » sont insérés après les mots « *besoins à satisfaire* ».

Article 2.- Il est inséré, après la section V du chapitre I^{er} du titre I^{er} de la délibération n° 84-20 du 1^{er} mars 1984 susvisée, une section VI ainsi rédigée :

« SECTION VI - CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES »

Article 17 ter.- Les conditions d'exécution d'un marché peuvent comporter des éléments à caractère social ou environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions d'exécution ne peuvent pas avoir d'effet discriminatoire à l'égard des candidats potentiels. Elles sont indiquées dans l'avis d'appel d'offres ou dans le règlement de la consultation. »

Article 3.- Dans le 1° du II - de l'article 25 de la délibération n° 84-20 du 1^{er} mars 1984 susvisée, les mots « *les performances en matière d'insertion professionnelle,* » sont insérés après les mots « *le caractère esthétique et fonctionnel,* ».

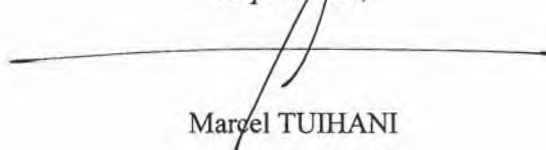
Article 4.- Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,



Loïs SALMON-AMARU

Le président,



Marcel TUIHANI